

## Les embauches de plus d'un mois accélèrent fortement au deuxième trimestre 2021

Au deuxième trimestre 2021, le nombre des déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim accélère nettement : + 16,9 % après + 4,9 % au premier trimestre 2021. L'augmentation concerne les CDD de plus d'un mois (+ 12,9 % après + 3,6 %) et plus encore les CDI (+ 21,3 % après + 6,3 %).

Le niveau atteint au deuxième trimestre 2021 (plus de 2,2 millions d'embauches de plus d'un mois) constitue un pic historique, supérieur de 1,7 % au précédent point haut enregistré au dernier trimestre 2019 juste avant le déclenchement de la crise.

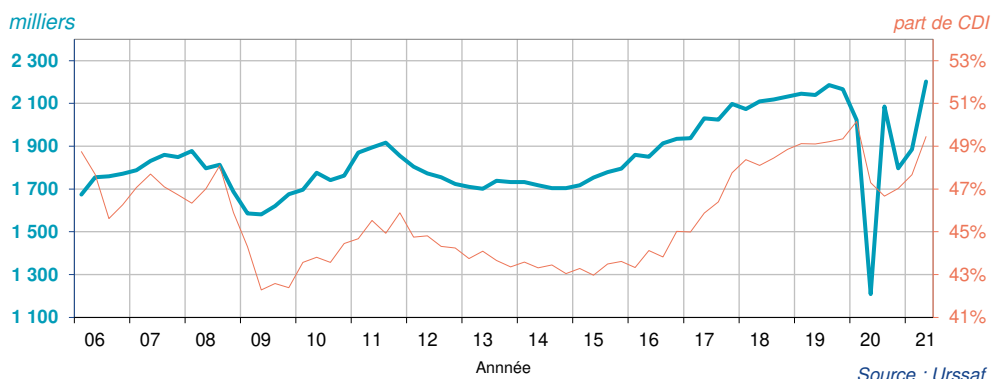
La croissance du premier trimestre 2021 concerne à la fois les entreprises de moins de 20 salariés (TPE) et les structures de plus grande taille, même si elle est plus modérée dans ces dernières. Les déclarations d'embauche de plus d'un mois

augmentent ainsi de 25,9 % (après + 4,4 %) dans les TPE et de 10,6 % (après + 5,2 %) dans les entreprises d'au moins 20 salariés.

Au deuxième trimestre 2021, les déclarations d'embauche de plus d'un mois progressent dans le tertiaire et dans l'industrie : + 20,4 % (après + 4,2 %), + 7,9 % (après + 10,1 %). Les embauches du tertiaire sont particulièrement portées par le secteur de l'hébergement-restauration. Le secteur de la construction, globalement mieux orienté en 2020, affiche quant à lui une baisse de 2,4 %, après + 2,0 % au trimestre précédent. Sur un an, compte tenu du point bas enregistré au deuxième trimestre 2020, les déclarations d'embauche de plus d'un mois augmentent fortement dans les trois secteurs : + 87,4 % dans le tertiaire, + 75,5 % dans l'industrie et + 48,2 % dans la construction.

### GRAPHIQUE 1

déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim (données CVS-CJO)



### TABLEAU 1

estimation \* des déclarations d'embauche hors intérim au cours du deuxième trimestre 2021 (données CVS-CJO)

| Tranche de taille de l'entreprise                | Nombre de déclarations d'embauche (milliers) |                     |                    | Glissements trimestriels (%) |                     |               |
|--|--|---------------------|--------------------|------------------------------|---------------------|---------------|
|  | 0 à 19 salariés                              | 20 salariés ou plus | Total <sup>L</sup> | 0 à 19 salariés              | 20 salariés ou plus | Total         |
| <b>Déclarations d'embauche de plus d'un mois</b> | <b>972</b>                                   | <b>1 231</b>        | <b>2 203</b>       | <b>+ 25,9</b>                | <b>+ 10,6</b>       | <b>+ 16,9</b> |
| dont CDD de plus d'un mois                       | 463  | 650                 | 1 114              | + 25,4                       | + 5,4               | + 12,9        |
| dont CDI   | 509  | 581                 | 1 090              | + 26,3                       | + 17,2              | + 21,3        |
| <b>CDD de moins d'un mois</b>                    | <b>785</b>                                   | <b>2 348</b>        | <b>3 133</b>       | <b>+ 3,7</b>                 | <b>- 2,6</b>        | <b>- 1,1</b>  |
| <b>Total des déclarations d'embauche</b>         | <b>1 758</b>                                 | <b>3 578</b>        | <b>5 336</b>       | <b>+ 14,9</b>                | <b>+ 1,6</b>        | <b>+ 5,6</b>  |

\* Données provisoires

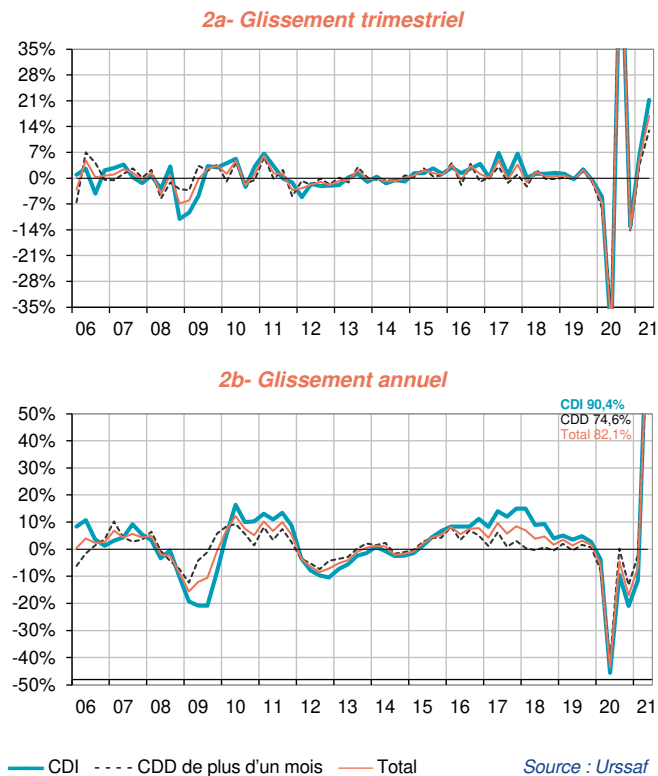
<sup>L</sup> Série labellisée par l'Autorité de la statistique publique (cf. sources et méthodologie)

Source : Urssaf



## GRAPHIQUES 2

évolution des déclarations d'embauche de plus d'un mois par type de contrat



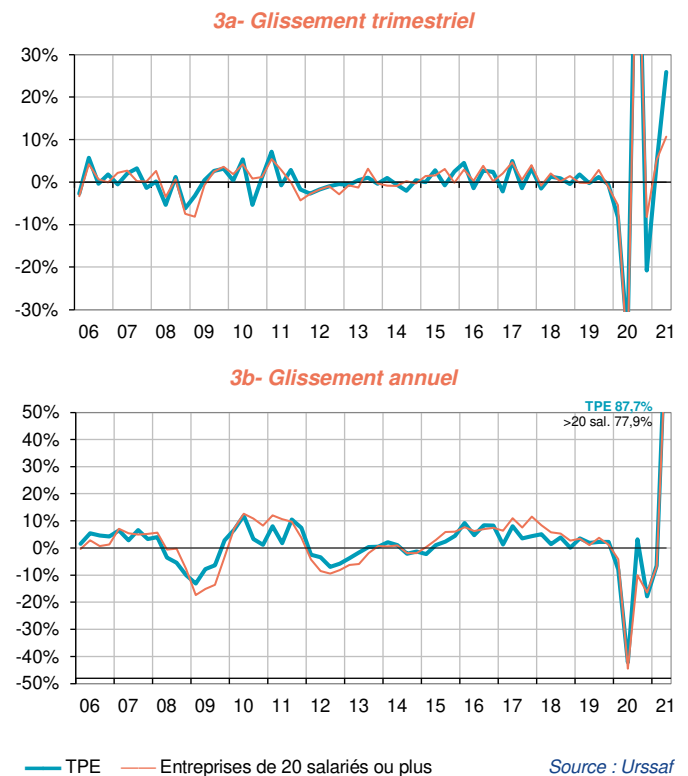
Au deuxième trimestre 2021, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim de plus d'un mois<sup>1</sup> augmente nettement de 16,9 % après la hausse de 4,9 % enregistrée au trimestre précédent. Leur niveau trimestriel s'établit ainsi à 2,2 millions, soit un pic historique dépassant de 1,7 % le précédent point haut atteint au quatrième trimestre 2019 juste avant la crise (graphique 1, tableaux 1 et 3).

L'évolution du deuxième trimestre 2021 s'explique par les hausses conjointes des déclarations d'embauche en CDD de plus d'un mois (+ 12,9 % après + 3,6 %) et de celles en CDI (+ 21,3 % après + 6,3 % au premier trimestre 2021, graphique 2a et tableaux 1 et 3). Les déclarations d'embauche en CDD de moins d'un mois diminuent quant à elles de 1,1 % après la progression de 3,2 % au trimestre précédent. Au total, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim augmente de 5,6 % ce trimestre (tableaux 1 et 3).

Sur un an, le nombre d'embauches de plus d'un mois progresse de façon exceptionnelle (+ 82,1 % après - 6,8 %), compte tenu du niveau bas atteint au deuxième trimestre 2020 dans le cadre du premier confinement. Ainsi sur un an, les embauches en CDI augmentent de 90,4 % et celles en CDD de plus d'un mois de 74,6 % (graphique 2b et tableau 3). Le nombre de déclarations d'embauche de moins d'un mois est également en net hausse sur un an (+ 81,8 % après - 21,6 %). Au total, le nombre de déclarations d'embauche hors intérim affiche une augmentation de 81,9 % sur un an.

## GRAPHIQUES 3

évolution des déclarations d'embauche de plus d'un mois par taille d'entreprise



### Une accélération des embauches plus marquée dans les très petites entreprises...

Au deuxième trimestre 2021, les déclarations d'embauche de plus d'un mois des entreprises de moins de 20 salariés (TPE) augmentent de 25,9 %, en accélération par rapport à la hausse de 4,4 % au trimestre précédent. Cette évolution résulte des hausses des embauches en CDD de plus d'un mois (+ 25,4 % après + 4,4 %) et de celles en CDI (+ 26,3 % après + 4,5 %, graphique 2a et tableaux 1 et 3).

Dans les entreprises de 20 salariés ou plus, les embauches de plus d'un mois progressent plus modérément: + 10,6 %, après + 5,2 %. Les embauches en CDI augmentent de 17,2 % (après + 7,9 %) et celles en CDD de plus d'un mois de 5,4 % (après + 3,2 %, graphique 2a et tableau 1).

Sur un an, les déclarations d'embauche de plus d'un mois progressent de 87,7 % dans les TPE et de 77,9 % dans les entreprises de 20 salariés ou plus (graphique 3b et tableau 3).

### ... et dans le tertiaire

Au deuxième trimestre 2021, les déclarations d'embauche de plus d'un mois restent en hausse dans le tertiaire (+ 20,4 % après + 4,2 %) et dans l'industrie (+ 7,9 % après + 10,1 %, graphiques 4 et tableau 2). Les deux tiers de la forte hausse enregistrée dans le tertiaire est portée par le secteur de l'hébergement-restauration, dont les embauches rebondissent après plusieurs mois de restrictions administratives.

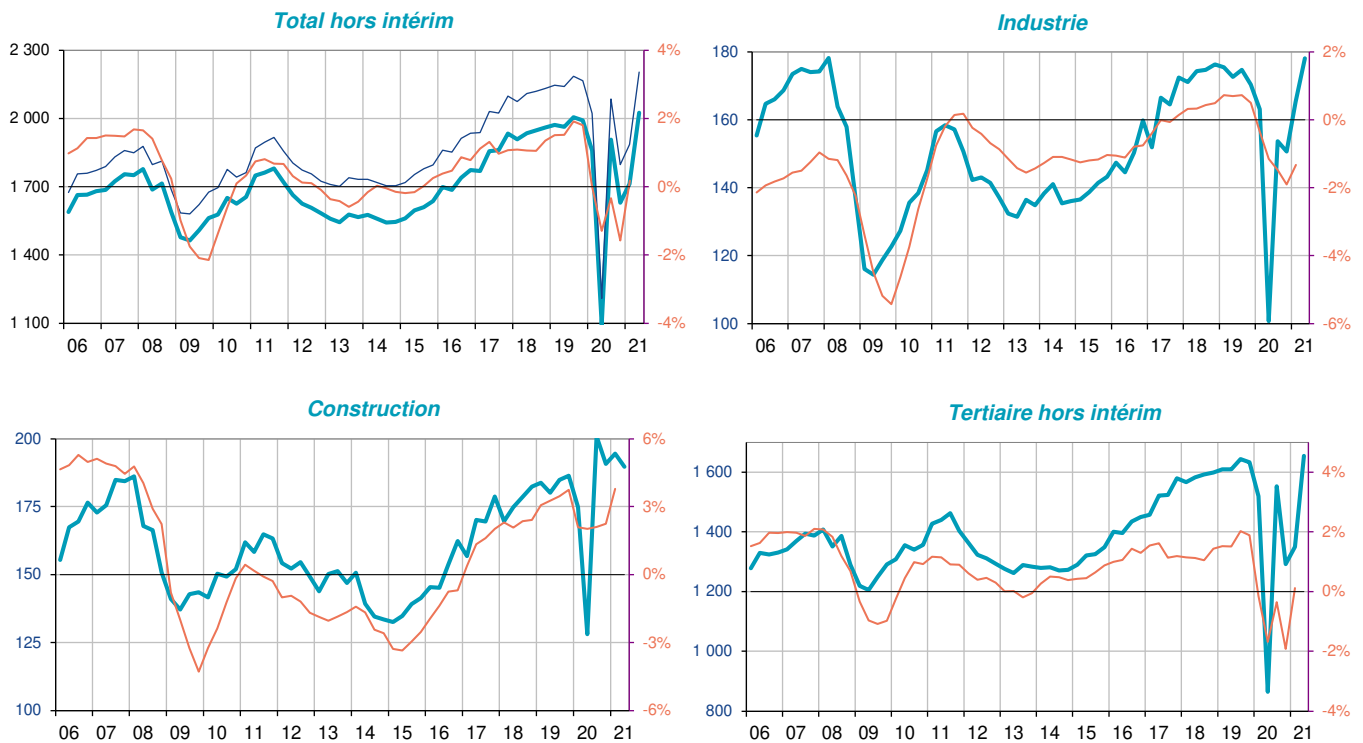
Dans la construction, les déclarations d'embauche de plus d'un mois diminuent de 2,4 % (après + 2,0 %) mais demeurent sur un

<sup>1</sup> Cette publication porte sur les déclarations d'embauche hors intérim, principalement celles de plus d'un mois (CDI et CDD de plus de 31 jours).



**GRAPHIQUES 4**

déclarations d'embauche de plus d'un mois (en milliers)  
et glissement annuel des effectifs salariés par grand secteur d'activité



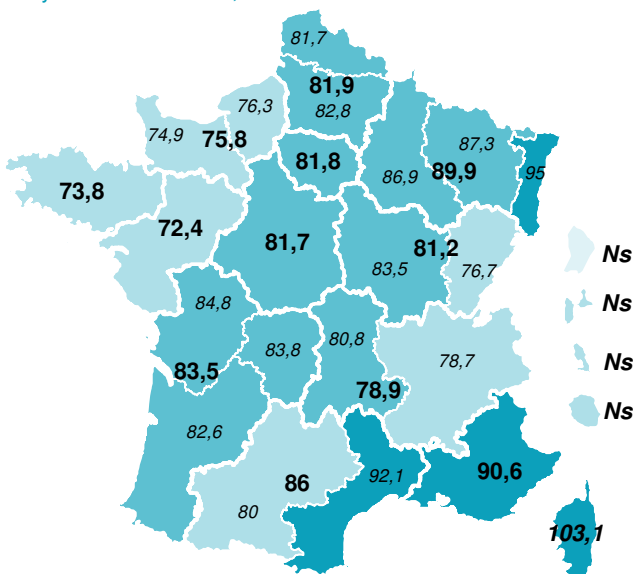
— Nombre trimestriel de déclarations d'embauche de plus d'un mois (axe de gauche)  
 — Nombre trimestriel de déclarations d'embauche de plus d'un mois dans le secteur privé (axe de gauche)  
 — Evolution des effectifs salariés en glissement annuel dans le secteur privé (axe de droite)

Source : Urssaf

**CARTE**

glissement annuel des embauches de plus d'un mois au deuxième trimestre 2021 par région (en %)

Moyenne France : + 82,1



Source : Urssaf

Note : les chiffres en gras portent sur le périmètre des régions administratives en vigueur depuis le 1er janvier 2016.

niveau supérieur à celui d'avant la crise pour le quatrième trimestre consécutif. L'industrie et le tertiaire avaient été quant à eux globalement moins bien orientés en 2020 (graphiques 4).

Sur un an, les déclarations d'embauche de plus d'un mois sont en nette hausse dans tous les grands secteurs : + 48,2 % dans la construction, + 75,5 % dans l'industrie et + 87,4 % dans le tertiaire. Par rapport au dernier trimestre 2019, les évolutions sont respectivement de + 1,8 %, + 4,5 % et + 1,3 %.

**Sur un an toutes les régions sont en forte progression**

Sur un an, les déclarations d'embauche de plus d'un mois sont en nette hausse dans l'ensemble des régions métropolitaines.

Les régions Corse (+ 103,1 %), Alsace (+ 95,0 %), Languedoc-Roussillon (+ 92,1 %) et Paca (+ 90,6 %) affichent les plus fortes augmentations sur un an. *A contrario*, Pays-de-la-Loire (+ 72,4 %) et Bretagne (+ 73,8 %), enregistrent des hausses plus modérées.

Aurélie Thorel  
Urssaf Nord - Pas-de-Calais

Isabelle WEHR  
Urssaf Franche-Comté

Viviana Zamfir  
Direction des statistiques, des études et de la prévision (Disep),  
Département des études statistiques et de l'animation  
du réseau (Desar)



## TABLEAU 2

### déclarations d'embauche par secteur d'activité détaillé (NACE 38)

| Secteurs<br>(NACE 38)  | Embauches de plus d'un mois  |              |             |             |  | Ensemble des embauches<br>(y.c. moins d'un mois) |                          |                  |                  |
|--|------------------------------|--------------|-------------|-------------|--|--|--------------------------|------------------|------------------|
|  | Glissements trimestriels (%) |              |             |             | Glissement<br>annuel (%)<br>2021<br>T2 | Niveaux 2021 T2                                  |                          |                  |                  |
|  | 2020<br>T3                   | 2020<br>T4   | 2021<br>T1  | 2021<br>T2  |  | CDD de moins<br>d'un mois                        | CDD de plus<br>d'un mois | CDI              | Total            |
| AZ Agriculture   | 34,7                         | 14,6         | 28,2        | 1,8         | 101,4                                  | 1 162  | 1 997                    | 1 797            | 4 955            |
| BZ Industries extractives  | 25,1                         | 14,1         | 7,9         | -8,6        | 40,7                                   | 128  | 377                      | 602              | 1 107            |
| CA Industries agro-alimentaires  | 61,4                         | -13,4        | 12,8        | 10,9        | 75,0                                   | 21 959   | 35 356                   | 32 023           | 89 338           |
| CB Habillement, textile et cuir  | 26,5                         | -1,1         | 0,3         | 5,2         | 32,0                                   | 1 542  | 3 828                    | 3 070            | 8 439            |
| CC Bois et papier  | 53,7                         | 3,3          | 4,1         | 3,7         | 71,4                                   | 2 812  | 3 886                    | 4 307            | 11 006           |
| CD Cokéfaction et raffinage  | 39,5                         | -7,2         | -11,8       | 10,4        | 26,0                                   |  |                          | 69               | 69               |
| CE Industrie chimique  | 20,5                         | 7,6          | 3,6         | 15,6        | 55,2                                   | 649  | 2 645                    | 3 587            | 6 881            |
| CF Industrie pharmaceutique  | 24,9                         | -15,9        | 4,2         | 9,0         | 19,3                                   | 90   | 1 257                    | 1 500            | 2 848            |
| CG Industrie des plastiques et autres produits non minéraux                              | 59,8                         | 12,6         | 7,2         | 7,9         | 108,0                                  | 1 647  | 4 603                    | 5 944            | 12 193           |
| CH Métallurgie et fabrication de produits métalliques                                    | 57,5                         | 12,7         | 11,2        | 8,7         | 114,5                                  | 2 060  | 6 824                    | 9 897            | 18 782           |
| CI Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques                      | 35,9                         | 16,2         | 3,3         | 10,0        | 79,3                                   | 240  | 1 736                    | 2 741            | 4 716            |
| CJ Fabrication d'équipements électriques   | 59,9                         | 32,1         | 1,4         | 14,3        | 144,7                                  | 450  | 1 520                    | 2 282            | 4 252            |
| CK Fabrication de machines et équipements n.c.a.   | 29,3                         | 26,9         | 7,3         | 2,1         | 79,8                                   | 607  | 2 699                    | 4 086            | 7 392            |
| CL Fabrication de matériels de transport   | 24,9                         | 35,3         | 16,5        | -0,6        | 95,7                                   | 434  | 3 547                    | 4 734            | 8 715            |
| CM Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines              | 55,0                         | 4,0          | 4,3         | 5,6         | 77,7                                   | 3 455  | 7 738                    | 11 506           | 22 699           |
| DZ Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné      | 65,7                         | -9,5         | 15,4        | -3,8        | 66,4                                   | 99   | 1 804                    | 2 545            | 4 448            |
| EZ Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution | 54,2                         | -4,0         | 12,3        | -0,3        | 65,7                                   | 5 791  | 6 425                    | 6 549            | 18 765           |
| FZ Construction  | 56,9                         | -5,1         | 2,0         | -2,4        | 48,2                                   | 20 648   | 73 308                   | 116 525          | 210 480          |
| GZ Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles                                  | 64,8                         | -13,5        | 10,4        | 7,3         | 68,9                                   | 225 745  | 160 741                  | 184 357          | 570 843          |
| HZ Transports et entreposage   | 65,3                         | 0,2          | -2,8        | 11,5        | 79,4                                   | 88 218   | 42 938                   | 81 234           | 212 390          |
| IZ Hébergement et restauration   | 133,2                        | -54,1        | -12,2       | 180,9       | 164,0                                  | 166 128  | 173 531                  | 170 786          | 510 444          |
| JA Edition et Audiovisuel  | 93,2                         | -0,3         | 8,7         | 9,4         | 129,2                                  | 350 476  | 18 257                   | 9 738            | 378 471          |
| JB Télécommunications  | 64,6                         | -2,5         | 14,2        | -9,4        | 66,1                                   | 145  | 1 859                    | 3 726            | 5 729            |
| JC Activités informatiques   | 41,9                         | 5,3          | 17,3        | 6,2         | 86,2                                   | 3 403  | 8 250                    | 32 886           | 44 539           |
| KZ Activités financières et d'assurance  | 58,8                         | -4,5         | 4,3         | -0,7        | 57,2                                   | 9 446  | 15 247                   | 24 332           | 49 024           |
| LZ Activités immobilières  | 68,0                         | -17,3        | 5,7         | -0,5        | 46,2                                   | 8 735  | 7 121                    | 14 005           | 29 860           |
| MA Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie                                      | 68,6                         | -1,8         | 9,1         | 16,0        | 109,5                                  | 50 965   | 34 611                   | 78 891           | 164 468          |
| MB Recherche et développement  | 44,5                         | 19,2         | -11,3       | 6,9         | 63,1                                   | 1 703  | 5 795                    | 2 940            | 10 438           |
| MC Autres activités scientifiques et techniques  | 64,7                         | -14,5        | 5,2         | 3,6         | 53,5                                   | 176 957  | 11 938                   | 11 215           | 200 111          |
| NZ Activités de services administratifs et de soutien                                    | 56,1                         | -3,2         | 0,1         | 16,8        | 76,6                                   | 469 801  | 102 851                  | 97 481           | 670 133          |
| OZ Administration publique   | 83,8                         | -7,6         | 8,5         | -0,6        | 83,0                                   | 77 064   | 104 383                  | 10 822           | 192 269          |
| PZ Education   | 95,7                         | -9,2         | 12,0        | -3,7        | 91,7                                   | 55 308   | 51 166                   | 16 846           | 123 320          |
| QA Activités pour la santé humaine   | 39,5                         | 1,5          | -0,3        | -4,4        | 34,9                                   | 358 912  | 43 275                   | 30 091           | 432 278          |
| QB Action sociale et hébergement médico-social   | 57,0                         | -2,3         | 2,6         | -2,3        | 53,7                                   | 677 856  | 88 687                   | 64 367           | 830 909          |
| RZ Arts, spectacles et activités récréatives   | 114,0                        | -35,3        | -9,7        | 61,8        | 102,5                                  | 360 744  | 36 484                   | 14 940           | 412 168          |
| SZ Autres activités de services  | 98,7                         | -16,2        | 2,7         | 10,6        | 89,1                                   | 65 989   | 40 046                   | 27 322           | 133 357          |
| Activités diverses et non classées   | 45,3                         | 0,6          | 1,3         | 40,9        | 108,7                                  | 18   | 260                      | 112              | 389              |
| <b>TOTAL</b>   | <b>72,3</b>                  | <b>-13,9</b> | <b>4,9</b>  | <b>16,9</b> | <b>82,1</b>                            | <b>3 132 783</b>                                 | <b>1 113 649</b>         | <b>1 089 556</b> | <b>5 335 987</b> |
| <b>Industrie</b>   | <b>51,5</b>                  | <b>-2,5</b>  | <b>10,1</b> | <b>7,9</b>  | <b>75,5</b>                            | <b>41 813</b>                                    | <b>85 508</b>            | <b>95 126</b>    | <b>222 448</b>   |
| <b>Construction</b>  | <b>56,9</b>                  | <b>-5,1</b>  | <b>2,0</b>  | <b>-2,4</b> | <b>48,2</b>                            | <b>20 648</b>                                    | <b>73 308</b>            | <b>116 525</b>   | <b>210 480</b>   |
| <b>Tertiaire</b>   | <b>77,2</b>                  | <b>-15,7</b> | <b>4,2</b>  | <b>20,4</b> | <b>87,4</b>                            | <b>3 123 382</b>                                 | <b>953 714</b>           | <b>875 262</b>   | <b>4 952 359</b> |
| Privé  | 74,2                         | -14,5        | 5,1         | 18,3        | 85,2                                   | 3 047 180  | 955 917                  | 1 069 653        | 5 072 750        |
| dont associations  | 72,4                         | -5,9         | 3,2         | 4,2         | 74,5                                   | 884 179  | 131 483                  | 58 989           | 1 074 652        |
| Public   | 55,2                         | -6,4         | 1,7         | 0,0         | 47,8                                   | 139 503  | 157 329                  | 16 343           | 313 175          |

Source : Urssaf



## TABLEAU 3

dernières valeurs des séries trimestrielles des déclarations d'embauche (données CVS-CJO) \*

| Trimestre                              | Total des entreprises  |   |       |   |                                   | Entreprises de moins de 20 salariés |   |       |   |                                   |
|--|------------------------|---|-------|---|-----------------------------------|-------------------------------------|---|-------|---|-----------------------------------|
|  | CDD de moins d'un mois | Déclarations d'embauche de plus d'un mois |       |   | Total des déclarations d'embauche | CDD de moins d'un mois              | Déclarations d'embauche de plus d'un mois |       |   | Total des déclarations d'embauche |
|  |                        | CDD de plus d'un mois                     | CDI   | Total des déclarations d'embauche de plus d'un mois |                                   |                                     | CDD de plus d'un mois                     | CDI   | Total des déclarations d'embauche de plus d'un mois |                                   |
| <b>Niveaux (en milliers)</b>           |                        |   |       |   |                                   |                                     |   |       |   |                                   |
| T1 2020                                | 4 037                  | 1 008                                     | 1 015 | 2 022   | 6 060                             | 1 094                               | 384                                       | 442   | 826   | 1 920                             |
| T2 2020                                | 1 723                  | 638                                       | 572   | 1 210   | 2 933                             | 325                                 | 252                                       | 266   | 518   | 844                               |
| T3 2020                                | 3 363                  | 1 112                                     | 973   | 2 086   | 5 448                             | 870                                 | 460                                       | 474   | 934   | 1 804                             |
| T4 2020                                | 3 069                  | 952                                       | 845   | 1 797   | 4 866                             | 727                                 | 354                                       | 386   | 740   | 1 466                             |
| T1 2021                                | 3 167                  | 986                                       | 898   | 1 885   | 5 052                             | 757                                 | 369                                       | 403   | 772   | 1 530                             |
| T2 2021                                | 3 133                  | 1 114                                     | 1 090 | 2 203   | 5 336                             | 785                                 | 463                                       | 509   | 972   | 1 758                             |
| <b>Glissements trimestriels (en %)</b> |                        |   |       |   |                                   |                                     |   |       |   |                                   |
| T1 2020                                | -10,8                  | -8,1                                      | -5,1  | -6,6  | -9,5                              | -12,2                               | -9,7                                      | -6,9  | -8,3  | -10,6                             |
| T2 2020                                | -57,3                  | -36,7                                     | -43,6 | -40,2   | -51,6                             | -70,2                               | -34,5                                     | -39,7 | -37,3   | -56,1                             |
| T3 2020                                | 95,2                   | 74,4                                      | 70,1  | 72,3  | 85,7                              | 167,3                               | 82,6                                      | 78,0  | 80,2  | 113,8                             |
| T4 2020                                | -8,7                   | -14,4                                     | -13,2 | -13,9   | -10,7                             | -16,4                               | -23,0                                     | -18,6 | -20,8   | -18,7                             |
| T1 2021                                | 3,2                    | 3,6                                       | 6,3   | 4,9   | 3,8                               | 4,2                                 | 4,4                                       | 4,5   | 4,4   | 4,3                               |
| T2 2021                                | -1,1                   | 12,9                                      | 21,3  | 16,9  | 5,6                               | 3,7                                 | 25,4                                      | 26,3  | 25,9  | 14,9                              |
| <b>Glissements annuels (en %)</b>      |                        |   |       |   |                                   |                                     |   |       |   |                                   |
| T1 2020                                | -8,7                   | -7,7                                      | -3,7  | -5,7  | -7,8                              | -10,9                               | -10,8                                     | -5,3  | -7,9  | -9,7                              |
| T2 2020                                | -61,9                  | -41,4                                     | -45,5 | -43,4   | -56,0                             | -74,1                               | -41,4                                     | -42,7 | -42,1   | -60,8                             |
| T3 2020                                | -25,5                  | 0,2                                       | -9,5  | -4,6  | -18,6                             | -30,4                               | 6,4                                       | 0,1   | 3,1   | -16,3                             |
| T4 2020                                | -32,2                  | -13,2                                     | -20,9 | -17,0   | -27,3                             | -41,7                               | -16,9                                     | -18,7 | -17,9   | -31,7                             |
| T1 2021                                | -21,6                  | -2,1                                      | -11,4 | -6,8  | -16,6                             | -30,7                               | -3,9                                      | -8,7  | -6,5  | -20,3                             |
| T2 2021                                | 81,8                   | 74,6                                      | 90,4  | 82,1  | 81,9                              | 141,3                               | 84,0                                      | 91,1  | 87,7  | 108,4                             |

\* Les résultats sont provisoires, notamment pour le dernier trimestre (cf. sources et méthodologie).

Source : Urssaf

## ENCADRÉ 1

révision des glissements trimestriels des déclarations d'embauche aux deux derniers trimestres (en point de pourcentage)

Note de lecture : Par rapport à la publication du trimestre précédent, le glissement trimestriel des embauches de plus d'un mois du premier trimestre 2021 est révisé à la baisse de 1,5 point, passant de + 6,4 % à + 4,9 %.

|   | T4 2020    | T1 2021     |
|---|------------|-------------|
| <b>DPAE par type de contrat de travail</b>            |            |             |
| <b>DPAE de plus d'un mois</b>                         | <b>0,6</b> | <b>-1,5</b> |
| dont CDD > 1 mois                                     | 0          | -1,3        |
| dont CDI  | 1,3        | -1,8        |
| <b>CDD de moins d'un mois</b>                         | <b>1,7</b> | <b>-2,8</b> |
| <b>DPAE de plus d'un mois par secteur d'activité</b>  |            |             |
| Industrie   | -0,1       | -1,1        |
| BTP   | 1,8        | -2,4        |
| Tertiaire   | 0,4        | -0,4        |
| <b>DPAE de plus d'un mois par taille d'entreprise</b> |            |             |
| 0 à 19 salariés                                       | 1,5        | -4,4        |
| 20 salariés et plus                                   | 0,1        | 0,4         |
| <b>Total des DPAE</b>                                 | <b>1,2</b> | <b>-2,4</b> |

Source : Urssaf

Déjà  
paru

avril 2021 - Le Baromètre économique à fin mars 2021

mars 2021 - La masse salariale et les effectifs salariés au quatrième trimestre 2020



## Sources et méthodologie

### Le champ

Cette publication porte sur l'ensemble des activités concurrentielles (hors intérim et hors entreprises affiliées à la Mutualité sociale agricole (MSA)) et le secteur public pour ce qui concerne les contrats de droit privé, en France entière hors Mayotte. Les embauches classées dans le secteur public sont celles déclarées par les établissements de catégorie juridique « Personne morale et organisme soumis au droit administratif » suivant la nomenclature de SIRENE®. Ces établissements appartiennent principalement aux secteurs de l'administration publique, de l'éducation, des activités pour la santé humaine, de l'action sociale et hébergement médico-social.

### La formalité administrative

Les formalités obligatoires liées à l'embauche doivent être effectuées sur un support unique, la déclaration préalable à l'embauche (DPAE), remplie par l'employeur et adressée à l'Urssaf ou à la MSA selon le régime dont il relève, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail. 1 % des DPAE hors intérim ont été adressées en 2017 à l'Urssaf sur support papier, 71 % par Internet et 28 % par d'autres procédures dématérialisées.

L'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics à caractère administratif ont l'obligation d'établir une DPAE lorsqu'ils embauchent des salariés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé. C'est notamment le cas pour les recrutements en contrat aidé (contrat unique d'insertion, emploi d'avenir, etc.).

La DPAE doit être **réalisée au plus tôt huit jours avant l'embauche et au plus tard dans l'instant qui précède cette embauche**. Il s'agit donc d'une formalité préalable à l'embauche qui, de ce fait, traduit une intention d'embauche à très court terme. C'est une démarche obligatoire, elle permet d'ouvrir au salarié ses droits sociaux.

Jusqu'en juillet 2011, cette formalité était opérée via la déclaration unique d'embauche (DUE). Elle est depuis le 1er août 2011 fusionnée avec la DPAE.

### Les principaux retraitements statistiques

Depuis juillet 2005, tout employeur effectuant les DUE / DPAE par Internet a l'obligation de renseigner le type de contrat de travail. De plus, depuis juin 2011, ces mêmes employeurs ont pour obligation de renseigner la durée des CDD. Ces deux effets, associés à une progression de l'utilisation d'Internet, ont permis d'améliorer très nettement la qualité des données. Les valeurs manquantes (sur les types de contrats et les durées de CDD), désormais résiduelles, sont imputées à partir des distributions de DPAE par secteur d'activité (NACE732) de l'établissement.

En outre, des **estimations des déclarations retardataires** sont réalisées en fonction du mode de saisie, du mois d'embauche et du type de contrat de travail (environ 6 % pour le dernier mois et 1 % pour le mois précédent). **Les résultats présentés ici sont donc provisoires**, notamment pour le

dernier trimestre. En outre, le comportement déclaratif des entreprises pourrait être affecté par les mesures de confinement liées au Covid-19. A ce stade, la méthode d'estimation des déclarations retardataires n'a pas été modifiée.

Les indicateurs présentés sont **corrigés des variations saisonnières et des effets « jours ouvrables » et « année bissextile » (CVS-CJO)**. Le modèle de dessaisonnalisation est estimé sur les années 2000 à 2019. Habituellement effectuée une fois par an à l'occasion de la publication des données portant sur le premier trimestre, la révision du modèle CVS est en 2021 reportée compte tenu de l'impact de la crise de la Covid-19 sur les séries.

Dans cette publication, les séries CVS-CJO des DPAE de plus d'un mois (CDI et CDD de plus d'un mois) et du total des DPAE sont égales à la somme des séries dessaisonnalisées par type de contrat (CDI, CDD de moins d'un mois et CDD de plus d'un mois) et, pour les séries totales, par tranche de taille d'entreprise (0 à 19 salariés et 20 salariés ou plus).

### Définitions

**Les déclarations d'embauche de plus d'un mois** comprennent les CDI et les CDD de plus d'un mois. Les CDD de plus d'un mois correspondent aux CDD d'une durée strictement supérieure à 31 jours.

Le **glissement trimestriel (GT)** compare les données du trimestre avec celles du trimestre précédent. Le **glissement annuel (GA)** compare les données du trimestre avec celles du même trimestre de l'année précédente.

**Les séries trimestrielles des DPAE de plus d'un mois au niveau national sont labellisées pour 5 ans par l'Autorité de la statistique publique (avis du 14/04/2020 - JORF n°0095 du 18/04/2020).**



Les publications statistiques de l'Urssaf Caisse nationale et de son réseau sont consultables en ligne sur [www.urssaf.org](http://www.urssaf.org) dans la rubrique Observatoire économique. On y trouve aussi des précisions sur les sources et les méthodologies.

Des données, ainsi que des datavisualisations, sont en outre disponibles sur l'espace « open data » du portail [open.urssaf.fr](http://open.urssaf.fr).